

16

AUT

2021

Chancellerie

LANCEMENT D'UNE INITIATIVE CONSTITUTIONNELLE CANTONALE (*)

Le comité d'initiative a informé le Conseil d'Etat du lancement d'une initiative constitutionnelle cantonale intitulée: « Pour un congé parental maintenant ! » :

Les citoyennes et citoyens soussigné-e-s, électrices et électeurs dans le canton de Genève, conformément aux articles 56 à 64 de la constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012 et aux articles 86 à 94 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982, appuient la présente initiative constitutionnelle demandant de modifier l'art. 205 de la Constitution genevoise de la manière suivante :

L'art. 205 de la Constitution genevoise est modifié de la manière suivante :

Nouveau texte constitutionnel proposé (nouveaux alinéas 3 et 4)

Art. 205 Famille (nouvelle teneur)

1 L'Etat met en œuvre une politique familiale. Il reconnaît le rôle social, éducatif et économique des familles.

2 Il fixe les allocations familiales minimales.

3 Il garantit, en complément de la législation fédérale, une assurance financée à part égale par les employeurs et employés de 16 semaines au moins en cas de maternité et de 8 semaines au moins pour l'autre parent. Sur demande commune des 2 bénéficiaires de l'assurance, l'Etat garantit la possibilité pour l'un des bénéficiaires de reporter deux semaines de l'assurance en faveur de l'autre bénéficiaire.

4 L'alinéa 3 s'applique par analogie en cas d'adoption ou d'accueil avec hébergement à caractère permanent. Le conjoint ou partenaire enregistré du parent adoptant ou accueillant bénéficie alors de l'assurance de l'autre parent.

Bref exposé des motifs :

En septembre 2020, les Genevois.e.s ont plébiscité un congé paternité de 2 semaines. Il ne permet pourtant pas un réel partage des tâches et des responsabilités lors de la venue d'un enfant. Actuellement, les femmes renoncent encore trop souvent à une carrière professionnelle ou la mettent entre parenthèses. Afin de progresser vers une égalité entre parents et renforcer les liens avec leur enfant, il est temps d'instaurer dans le canton de Genève un véritable congé parental, destiné aux parents hétérosexuels, homosexuels, aux parents adoptifs ainsi qu'aux parents d'accueil permanent. Ce congé parental de 24 semaines (d'un minimum de 16 semaines en cas de maternité et 8 pour l'autre parent) sera financièrement supportable.

La signature doit être apposée personnellement à la main par la ou le signataire. Cela ne s'applique pas à la personne incapable de le faire par elle-même pour cause d'infirmité. Seul-e-s les électrices et électeurs de nationalité suisse ayant leur droit de vote sur le canton de Genève peuvent signer cette initiative cantonale.

En matière cantonale, les électrices et électeurs dès 18 ans, de communes différentes, peuvent signer sur la même feuille. Les Suisses vivant à l'étranger et ayant leur droit de vote sur le canton de Genève peuvent signer la présente initiative en inscrivant leur adresse à l'étranger.

Celui qui appose une autre signature que la sienne ou plus d'une signature est passible d'une amende administrative pouvant s'élever à 100 francs. Les signatures obtenues par un procédé réprimé par la loi doivent être annulées (art. 87, al. 1, lettre b, et art. 91 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982).

Le retrait total et sans réserve de l'initiative peut être décidé à la majorité des électeurs et électrices suivant-e-s :

Manuelle PERNOUD NUSSBAUM, 50 chemin de Machéry, 1292 Chambésy - Aurélien BARAKAT, 22 quai du Cheval-Blanc, 1227 Les Acacias - Michel Alexandre MATTER, 53 route de Chêne, 1208 Genève - Marie-Claude SAWERSCHEL, 9 chemin des Hutins, 1247 Anières - Susanne AMSLER, 2 rue Schaub, 1202 Genève - Marc Alexandre WUARIN, 14 Avenue Jacques-Martin, 1224 Chênes-Bougeries - Jeremy Aaron Luca BOREL, 23 rue de la Terrassière, 1207 Genève - Stéphane DECREY, 17bis rue François-Versonnex, 1207 Genève - Sabine LATOUR, 47A route de Troinex, 1256 Troinex - Héloïse MAHAULT DE COULON, 112 chemin de la Montagne, 1224 Chêne-Bougeries.

(*) Échéance du délai de dépôt de cette initiative au service des votations et élections : le 16 décembre 2021.